

CARTE SCOLAIRE : LA BOMBE A RETARDEMENT

*« L'école sera le creuset de notre cohésion. »
Vœux 2018 du ministre J.-M. Blanquer*

Par Marion Audrain, maîtresse d'école à Alfortville (94)
et Sylvain Grandserre, maître d'école à Montérolier (76)

Si l'automne est la saison des feuilles mortes, c'est en hiver que le « marronnier » de l'Éducation nationale voit tomber la liste des fermetures de classes. Explication : chaque année est annoncée la carte scolaire, un étrange menu qui désigne, notamment, les écoles où il va falloir se serrer la ceinture. En effet, les académies, informées du nombre d'emplois de professeurs créés ou supprimés, doivent répartir les nouveaux moyens qui leur sont octroyés. On imagine là une rationalisation rigoureuse des dépenses publiques, bien évidemment adaptée à la réalité des effectifs d'élèves attendus. Or, cette logique budgétaire n'est pas la seule à l'œuvre, loin de là. Les attributions de postes se font, certes, selon la volonté politique manifestée lors de l'adoption du budget de notre pays. Mais également en fonction de choix ministériels comme le très médiatique dispositif du dédoublement des CP et CE1 dans les réseaux d'éducation prioritaire renforcés (REP+, puis REP). Cela s'inscrit dans la logique – plus théorique que réelle – de « donner plus à ceux qui ont le moins », comme le prévoyait déjà la création des ZEP (Zones d'Éducation Prioritaires) en 1981. Fidèle à notre devise, cette décision s'inscrit dans une volonté appréciable d'égalité et de fraternité.

Mais ce que semble ignorer le grand public, c'est que tout ceci se fait à peu près à moyens constants. Autrement dit, si pour ouvrir une classe, il faut également en fermer une ailleurs, il en est de même pour ce dédoublement des classes de CP et CE1 dans les zones les plus sinistrées. Pour affecter des enseignants sur ces dispositifs, il faut forcément les prélever ailleurs, même dans des écoles dont les effectifs sont stables. Or, les académies de Besançon, Caen, Clermont-Ferrand, Dijon, Limoges, Poitiers et Rennes ne bénéficient d'aucune création de postes dans le 1er degré. D'autres académies se voient, certes, dotées de postes supplémentaires, mais loin du nombre nécessaire pour assurer le dédoublement des classes annoncé. Ainsi, Nantes reçoit bien 34 postes mais pour 137 classes. Nancy 36 emplois, mais pour 142 classes. Reims 20 pour... 121 !

Dès lors, chacun comprend que le généreux principe du dédoublement ne pourra se faire qu'au détriment d'autres écoles, et donc d'autres enfants. Au-delà des traditionnelles fermetures de classes, il va falloir renoncer aux dispositifs ambitieux du « plus de maîtres que de classes » ou à la « scolarisation dès 2 ans », mais aussi

revoir les effectifs des enseignants des Réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (RASED), sans parler des postes de remplaçants. Du coup, l'effet de « vase communicant » crée un réel malaise dont atteste la presse locale. Monte le sentiment que ce sont les écoles rurales qui vont faire les frais de l'apparente générosité ministérielle en direction des classes en difficulté. Bref, l'impression que l'on déshabille la campagne pour habiller la banlieue. C'est d'autant plus dommage que le contraire avait été affirmé par le Président de la République (17/07/2017) lors de la première conférence nationale des territoires : « *Il n'y aura plus aucune fermeture de classes dans les zones rurales* ».

Visiblement, la menace d'un éclatement de nos territoires semble peu prise au sérieux par des décideurs politiques urbains, souvent parisiens, qui n'ont vu aucun bureau de vote de la capitale placer le FN en tête du 1er tour des élections présidentielles (avec une moyenne de 5 % des votes pour ce parti à Paris). Rappelons-leur qu'au 2nd tour, dans nombre de nos campagnes, Marine Le Pen a été portée à des scores qui devraient appeler une toute autre vigilance, avec des villages atteignant les 70 % ! Comment expliquer à cet électorat - qui ne connaît des banlieues en général, et de l'immigration en particulier, que ce qu'en montre le journal télévisé - que l'école centenaire va fermer pour donner plus de moyens à des enfants qu'ils considèrent comme « étrangers » et « pas de chez nous » ? Comment lutter contre le sentiment d'abandon quand ces populations ont vu fermer tour à tour un tribunal, la maternité, le bureau de Poste, les bureaux d'EDF ou de GDF, l'hôpital, la gare ? Depuis plusieurs années - avec une troublante continuation des gouvernements successifs de droite comme de gauche - un lent mouvement de concentration est à l'œuvre qui voit disparaître les petites structures à taille humaine au bénéfice de plus grands ensembles où il n'est guère prouvé que l'on apprendrait mieux. Le saviez-vous : désormais près de 40 % des communes n'ont plus d'école ! Pourtant, le débat, bien que relevant d'un vrai choix de société, n'a jamais été rendu public. L'Observatoire des inégalités constate que les trois quarts des élèves défavorisés n'étudient pas dans des établissements de zones prioritaires. Et selon l'UNICEF, 2,5 à 3 millions d'enfants de notre pays vivent sous le seuil de pauvreté. Est-il bien raisonnable de vouloir ainsi les opposer, les mettre en concurrence ?

Le phénomène décrit ci-dessus est tout aussi vrai dans d'autres académies urbaines déjà en grande difficulté. Le sentiment d'abandon domine lui aussi les banlieues. Les familles éloignées du système scolaire ne le comprennent pas. Ces incompréhensions créent des violences de part et d'autre. Les enfants paient le prix fort de la misère économique et sociale. Les apprentissages deviennent alors secondaires. Quant aux enseignants, ils se sentent seuls. Ils n'ont plus l'impression de faire « leur métier » et n'en ont plus les moyens. Il n'y a qu'à compter les enfants laissés sur le bord du chemin... Cela alors que l'on sait que l'ignorance engendre la violence sous toutes ses formes et un échec autrement plus coûteux (emploi, santé, justice...) que quelques postes supplémentaires.

Pourtant, dans le département du Val-de-Marne, c'est 95 classes qui vont être fermées. Sur 95, 73 sont en maternelle. Dans les Hauts de Seine, on compte 101 fermetures de classe, dont 78 en maternelle. Ce qui fait qu'une fois encore on va mettre les maternelles en paquet au lieu de mettre le paquet sur la maternelle. Des effectifs vont grimper à près de 30 élèves, chose impensable chez nombre de nos voisins européens auxquels on nous compare pourtant. A trois ans, un enfant découvrira l'école avec 29 autres de ses camarades pour... 2 adultes au grand

maximum. Incompréhensible, au moment où le ministre Blanquer veut lancer des assises de la maternelle en affirmant que « *L'école maternelle doit devenir une locomotive pour toute l'école, synonyme de bonheur et non d'angoisse.* » Les écoles classées REP ne sont pas épargnées par les impacts de la nouvelle carte scolaire et ils sont dramatiques : jusqu'à 27 élèves dans certaines classes !

Comment être un enfant serein, écouté, épaulé dans ces conditions ? Comment être un parent rassuré, entendu dans ces conditions ? Comment être un enseignant bienveillant, accueillant, aidant dans ces conditions ? Quels choix économiques peuvent justifier pareille situation quand il vient d'être décidé – sans la moindre contrepartie - de rendre des milliards aux milliardaires pour les inciter à davantage investir ?

Nous, enseignants en quartier sensible ou à la campagne, refusons qu'on nous oppose, qu'on oppose nos familles, qu'on oppose nos élèves. D'où qu'ils soient, ces enfants sont nos élèves. Ils méritent respect, attention, considération, ambition, loin des effets d'annonce et des tactiques politiciennes. Que notre système éducatif se donne les moyens de ses ambitions. Nous appelons le ministère de l'Éducation nationale à réagir d'urgence pour désamorcer la bombe à retardement qu'il a lui-même enclenchée. A quoi vont servir nos leçons de grammaire et de calculs si nos jeunes grandissent dans la haine les uns des autres ?